

Réflexions sur la « Contribution pour un débat ouvert et constructif »

Lettre aux signataires, membres du PCF, du texte paru le 19/6/2007 sur le site Communisme français du 21^e siècle - [Roger Martelli](#)

Chers camarades,

J'ai pris connaissance du long texte que vous soumettez au débat portant sur l'avenir de la gauche et sur celui du communisme français. Je vous sais gré de cette initiative : votre texte énonce un point de vue argumenté, une cohérence ; or c'est de cohérence forte que le communisme a besoin dans la période à venir. Il y a dans votre contribution des points importants avec lesquels je me trouve en accord ; j'ai pour l'instant l'impression que les conséquences que j'en tire ne sont pas les mêmes que les vôtres. C'est à la discussion et à elle seule de montrer si ces différences sont irréductibles ou si elles ne le sont pas.

Quels sont pour moi les points d'accord ? Ils portent avant tout sur la nécessité d'une rupture fondamentale dans l'histoire du communisme :

- une forme de communisme, historiquement liée à la force propulsive de l'exemple bolchevique, est irrémédiablement vieillie ;
- le communisme, s'il a un avenir, ne peut le trouver que dans un projet, des pratiques, une culture radicalement neufs ;
- cela suppose d'aller, non vers la conservation de la forme actuelle, éventuellement « relookée », mais vers la constitution d'une forme politique nouvelle, d'un autre « parti communiste » (j'entends ici « parti communiste » au sens qu'employaient Marx et Engels en 1848).

Que nous soyons d'accord sur ce point ne m'étonne pas. C'est parce que je suis depuis longtemps convaincu qu'il faut aller vers cette forme nouvelle que j'ai, pour ma part, soutenu la « mutation » à la charnière des années 1990 et 2000. Je n'ai, certes, pas aimé la manière dont cette mutation a été gérée ; j'ai déploré qu'elle ne se soit pas accompagnée de la mutation stratégique qui lui aurait donné force et crédibilité ; mais le pari courageux de la mutation était le bon et je ne regrette pas de l'avoir tenté.

Je redoute toutefois que votre parti pris « refondateur » (pardonnez-moi cette pointe perfide !) ne s'accompagne pas d'une vision suffisamment forte d'une recomposition politique générale qui ne concerne pas le seul communisme, qui touche à la gauche dans son ensemble et, au-delà, à toute la tradition que l'on dit être celle du « mouvement ouvrier ». S'il faut repenser du communisme (ce que je crois), il faut le faire à partir du mouvement critique tel qu'il est aujourd'hui (le mouvement de contestation pratique du capitalisme mondialisé), à l'intérieur d'une recomposition de la gauche dans son ensemble, autour d'une thématique assumée de transformation sociale.

I. Quel bilan de la période écoulée ?

Vous proposez une vision d'ensemble des quelques années qui ont précédé le choc électoral de cette année 2007. Elle repose sur l'hypothèse que le PCF a porté une évaluation erronée de ce qu'a été le « rassemblement antilibéral », de ses potentialités et de sa portée. Sur ce point, j'adopterai une attitude voisine de celle que j'ai choisie à propos de la « mutation » : je suis très critique sur la manière dont l'orientation antilibérale a été gérée par la direction du parti, notamment dans la seconde moitié de l'année 2006 ; je continue toutefois de penser qu'elle était la seule envisageable. Je ne pense pas qu'elle puisse se poursuivre dans les conditions qui ont été les siennes (à période nouvelle, exigences nouvelles) ; mais ce n'est pas en lui tournant le dos que l'on se placera à la hauteur des enjeux.

Votre regard rétrospectif sur la période écoulée vaut pour sa globalité. Je n'ai guère envie de m'attacher au détail de votre démonstration : les faits sont les mêmes pour vous et pour moi. Je préfère vous dire la manière dont je perçois que les événements se sont agencés, dans la période récente, au point d'engluer la capacité d'écoute et de rassemblement du Parti communiste français.

1. Après la longue phase de repli social des années 1980 et du début des années 1990, la conflictualité a repris vers le milieu des années 1990. Les premiers signes d'un retournement d'opinion par rapport au libéralisme s'observent dès 1993 ; le choc du mouvement de novembre-décembre 1995 cristallise cette inflexion positive. Dans cette période, les forces situées à la gauche du PS recueillent en continu de 12% à 18 ou 20% selon le type d'élection. La défaite de la droite aux législatives anticipées de 1997, deux ans à peine après la débâcle de 1995, semble traduire le regain électoral d'un positionnement à gauche. Mais cette défaite profite avant tout au PS, qui a su réagir rapidement au camouflet de 1995 (le « big-bang » de Rocard et les Assises de la transformation sociale).

Le PCF, n'ayant pas fait son tournant stratégique, participe à l'expérience gouvernementale dans une position fragilisée qui le place, malgré lui, dans une attitude subalterne par rapport au parti dominant. À plusieurs reprises, il cherche à faire pression sur le PS ; mais, faute de dynamique de rassemblement à visée alternative, cette pression ne débouche sur rien de significatif. Résultat : le PCF laisse, entre 1995 et 2002, le champ libre à l'extrême gauche. Dans l'opinion, s'installe une équation simple : gauche radicale = extrême gauche. En 2002, la famille trotskyste engrange les bénéfices maximaux de cette équation (10% au premier tour de la présidentielle).

2. Le PCF aurait pu profiter du choc de 2002 pour tout remettre à plat : relancer sur des bases nouvelles la mutation mal gérée de 1995-2000 et prendre l'initiative du rassemblement pour une gauche de gauche, afin de ne pas laisser le champ libre au PS et de disputer ouvertement à l'extrême gauche le monopole de la radicalité. L'occasion n'est pas saisie : au lendemain de la présidentielle, la majorité de la direction choisit de faire bloc contre les « refondateurs » et leurs « États généraux du communisme ». Ce n'est qu'en 2004, et dans un cadre territorial limité (Île-de-France) que s'amorce une démarche de rassemblement d'un autre type.

3. Le référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005 s'inscrivait pleinement dans cette démarche et il fut marqué par le succès. Vous suggérez que l'analyse faite alors était fautive et que l'on a surestimé la place de l'antilibéralisme dans ce résultat, que le Non n'était pas un Non de gauche antilibéral. Mais était-ce de cela qu'il s'agissait ? Le plus important était tout simple : une majorité d'électeurs de gauche a choisi le Non ; et si cette majorité a modifié son choix de départ (si l'on en croit les sondages), c'est parce qu'elle s'est convaincue, contrairement à ce que disait officiellement la majorité du PS, que le traité était tout entier irrigué par la « concurrence libre et non faussée », qui est la quintessence de toute option libérale.

Le Non au référendum ne changeait pas la donne du tout au tout ; il ne disait pas que l'option antilibérale était devenue majoritaire. Mais il confirmait que l'adaptation libérale, si elle restait forte, pouvait être fissurée. Il confirmait que, malgré les échecs terribles du XXe siècle, le parti pris de transformation sociale n'était pas voué éternellement à la minorité. C'était une chance à saisir.

4. Encore fallait-il que « l'offre » antilibérale soit à la hauteur. Il fallait qu'elle le soit sur le terrain de la stratégie (le rapport au PS, la question de la visée, majoritaire ou non à gauche). Il fallait qu'elle le soit sur les contenus (propositions et projet). Il fallait qu'elle le soit sur le terrain électoral : les antilibéraux n'ont pesé en 2005 que rassemblés ; ils ne pouvaient marquer la présidentielle (éventuellement dans une fourchette de 10% à 15%) que s'ils se rassemblaient à nouveau. Il eût été plus efficace que le PCF prenne l'initiative du rassemblement dès le lendemain du référendum, en proposant à toutes les forces du Non de prolonger la dynamique victorieuse en vue de la présidentielle.

Ce ne fut pas fait, en tout cas, pas de façon clairement lisible par tous. Il fallut attendre la publication de deux appels à des candidatures communes, à la fin 2005 puis au printemps 2006, pour que les communistes décident de s'engager franchement dans le processus unitaire des collectifs antilibéraux.

A priori, ils ont eu assez rapidement l'occasion d'être satisfaits. Sur les deux premiers points évoqués plus haut (stratégie et programme), la LCR s'est trouvée en minorité. Les propositions retenues en novembre n'étaient pas parfaites (elles étaient un programme plus qu'un projet), mais elles essayaient de s'inscrire dans une vision transformatrice sans être pour autant irréalistes et incantatoires. Quant à la stratégie définie auparavant, en septembre, elle était sans ambiguïté : pas d'alliance avec un PS englué dans le social-libéralisme, mais volonté de créer une dynamique de visée majoritaire à gauche. La LCR, contestée sur le fond, s'est alors mise en marge, se contentant d'attendre que la troisième phase, celle de la candidature, échoue au final.

5. C'est là que se situe l'erreur stratégique du côté du PCF. Partant du constat juste que l'image du PCF s'était améliorée depuis quelque temps, et notamment depuis la bataille référendaire, nous avons pensé que nous pouvions avancer la proposition d'une candidature issue des rangs du PCF. Puis, sans que cela ait fait d'ailleurs l'objet d'une discussion en forme (comme si cela allait de soi), a été avancé le nom de Marie-George Buffet. Cette proposition n'avait rien d'illégitime. Mais il a

été dit, à plusieurs reprises, qu'elle n'en était pas moins impossible, que c'était « aller plus vite que la musique », que la reconnaissance de l'utilité du PCF n'en était pas à ce point qu'elle permettait que l'ensemble des mouvances antilibérales puissent se reconnaître dans la candidature de la secrétaire nationale du PCF. En fait, cette proposition, loin de permettre de déployer le mouvement, comme l'affirmaient ses porteurs, contribua à durcir les positions, sous les yeux attentifs et ravis de la LCR. Le PCF, constatant que sa proposition ne « passait » pas du côté de ses partenaires, a essayé de jouer la carte des collectifs pour obtenir la légitimation par le nombre (sa force militante le lui permettait arithmétiquement) et a même choisi la procédure du vote interne préalable, pour bien enfoncer le clou sur la détermination des communistes autour de leur secrétaire nationale. Les autres composantes y virent une tentative de passage en force, renforcée à leurs yeux par la procédure du vote préalable des militants. Il s'ensuivit une phase éprouvante, en novembre-décembre, marquée par la montée des crispations et des tensions réciproques. Les journées de Saint-Ouen, les 9 et 10 décembre, ne furent pas l'apothéose de l'union mais l'apogée de la division, de l'incompréhension et de la rancœur.

6. Le PCF s'engagea donc dans la bataille présidentielle dans la pire des conditions : sa candidate voulait porter le message du rassemblement, mais ne pouvait être que celle du seul Parti communiste français. Le dynamisme militant incontestable et la qualité même de la candidate n'y pouvaient plus rien. Comme cela avait été annoncé

antérieurement, mais en vain, l'électeur de gauche n'avait plus le choix, cinq ans après le traumatisme du 21 avril 2002, qu'entre un vote utile quoi que l'on pense de la candidate socialiste et un vote protestataire, de « coup de pied dans la fourmilière », quoi que l'on pense de l'attitude étroite de la LCR. La convergence des antilibéraux pouvait espérer enrayer quelque peu la machine du bipartisme ; leur désunion a laissé la place de trouble-fête au centre de François Bayrou. Le PCF a enregistré un nouveau recul, notamment dans les catégories populaires et chez les jeunes que l'on pensait attirer. Mais ce recul a été celui de toute la mouvance de la gauche la plus à gauche : la tentative Bové a échoué durement et la famille trotskiste a perdu la moitié de son contingent électoral de 2002.

Les antilibéraux ambitionnaient un score à deux chiffres ; ils n'atteignent pas la barre des 10%, leur plus mauvais résultat depuis vingt ans.

II. Quelle conclusion tirer de l'expérience récente ?

1. Le résultat du PC, dès l'instant où le rassemblement n'était pas réalisé, était totalement prévisible. Il était hasardeux de tenter malgré tout l'aventure d'une candidature strictement communiste. Il n'était pas raisonnable de laisser entendre aux militants qu'ils pouvaient, par leur engagement plein et entier, contredire à la fois la tendance lourde au déclin du communisme politique (le score de Robert Hue en 2002 n'avait rien de conjoncturel : je suis sûr ce point en accord total avec votre analyse) et la déception de l'opinion antilibérale devant le spectacle de la désunion. En se refusant à voir l'évidence (la certitude de l'échec), la direction communiste porte une énorme responsabilité. Rien n'était pire que le piètre résultat que le PCF a enregistré au soir du 22 avril.

2. Reste à savoir quelle attitude adopter maintenant ? Il y a un point, dans votre argumentation, que je crois particulièrement faible. Vous dites que le PCF a essayé de développer l'idée qu'il fallait imposer la place de la « vraie gauche » au détriment de la « fausse gauche » ou de la « gauche molle » qu'incarnerait le PS. Vous ajoutez que cette posture est irréaliste et inefficace, surtout dans un moment où, cinq ans après le choc du 21 avril 2002, l'opinion de gauche ne veut en aucun cas reproduire le cataclysme de l'absence au second tour.

Je pourrais entendre votre argument, si l'affirmation d'une gauche bien à gauche fonctionnait sur le seul registre de la dénégation (affaiblissez le Parti socialiste et renforcez la vraie gauche...). Vous avez raison de rappeler que, chaque fois que nous avons cherché à conjurer le vote utile par une simple démarcation à l'égard du PS, nous avons été battus et cruellement (n'oublions pas nos déboires de 1977-1981). Vous avez raison... sauf que vous contournez le problème de fond.

2.1. Comment faire bouger le rapport des forces qui, à chaque période, permet de décider qui, à gauche, donne le tempo ? Entre 1945 et 1981, la majorité à gauche (en ces temps où le PCF attire entre un quart et un cinquième des votants) est du côté d'une affirmation politique irriguée par l'esprit de critique radicale à l'égard du capitalisme et par une volonté assumée de transformation sociale. Depuis 1981, ce n'est plus le cas et, pour l'instant, la gauche oscille de ce fait entre, d'un côté, une posture de renoncement et d'accommodement aux normes et aux règles des marchés financiers et, de l'autre côté, une posture de contestation globale, radicale, mais extérieure à l'espace politique institué. La volonté d'affaiblir le PS ne sert à rien (encore qu'on peut remarquer que la volonté explicite de François Mitterrand de prendre trois millions de voix au PCF ne l'a pas tant desservi que cela...). En revanche, la volonté de renforcer le pôle de transformation sociale est décisive pour redonner à la gauche tout entière son allant. Vous ne dites pas grand-chose de la façon dont on peut s'y prendre pour y parvenir. C'est, me semble-t-il, la faiblesse principale de votre proposition politique.

2.2. Le PCF est-il en état, comme il a pu l'être à d'autres périodes historiques, de renverser le rapport des forces à gauche, en faveur d'une option transformatrice et non d'une option adaptatrice ? De façon implicite, vous répondez : il le peut, à condition qu'il se subvertisse lui-même. Je crois – je l'ai redit plus haut – à la nécessité de cette subversion ; mais je suis persuadé qu'elle ne suffira pas. Même rénové, reconstruit ou refondé, le PCF a lui seul ne sera pas en état d'agir efficacement au cœur de la gauche pour la transformer – car il s'agit bien de la transformer. Pour une raison toute simple : il existe, à côté du PCF, d'autres forces collectives, d'autres sensibilités, d'autres traditions de pensée qui participent de la contestation de la loi des marchés, qui préfèrent le développement humain à la frénésie spéculative. La diversité qui en découle est, me semble-t-il, un fait irréversible ; il faut la prendre comme une richesse et non comme le ferment d'une concurrence qui nous desservirait.

2.3. En fait, vous ne répondez donc pas de façon claire à la question : « Avec qui, quelles forces, quel projet, quelles structures se rassembler, pour permettre à la gauche de se mettre à jour ? » De ce fait, vous risquez de rester prisonniers d'un rapport des forces qui pénalise la transformation sociale tout entière. A quoi bon un « autre parti politique », si c'est pour en rester au face-à-face avec un socialisme plus recentré que jamais et toujours aussi dominant ? Et un « parti communiste » est-il à lui seul en mesure de briser le carcan d'un face-à-face qui emprisonne politiquement l'esprit de subversion ?

3. Nous ne devons pas ignorer que nous nous trouvons devant une phase nouvelle. Le triomphe d'une droite radicalisée, avaleuse de Front national, introduit une rupture dans l'espace politique, peut-être d'ampleur comparable à celle de 1958. Or la défaite n'a pas remis en question le leadership à gauche d'un Parti socialiste qui risque (si le choix se limite à un tête-à-tête Royal-Strauss-Kahn) de pousser son « recentrage » à tous les sens du

terme (projet et alliances). Dans ce contexte, le dilemme de la gauche est le suivant : va-t-on s'installer durablement dans le balancement permanent entre contre-révolution libérale et social-libéralisme ? Ou bien va-t-on, dès maintenant, enclencher une dynamique de rassemblement à gauche qui remette la transformation sociale et non l'adaptation au coeur de la gauche ?

Si c'est cela la question, alors il faut à la fois continuer et transformer l'expérience dite du « rassemblement antilibéral » :

- « Continuer » : des forces ont commencé de s'agréger, qui ne se limitent pas au champ traditionnel du PCF et de l'extrême gauche, qui ont commencé à métisser des pratiques et des cultures différentes. Il faut cultiver cet acquis, dont la fécondité s'est révélée à plusieurs reprises, notamment dans la bataille référendaire de 2005, et qui s'est prolongée jusque dans les collectifs antilibéraux.

- « Transformer » : le mouvement a eu des mérites ; il n'a pas manqué de défauts. Il n'a pas été assez actif sur le terrain du projet (un catalogue de propositions n'est pas un projet) ; il n'a pas agrégé assez de forces différentes, de militants associatifs, de sensibilités politiques, de jeunes et de femmes ; il n'a pas assez ouvertement cultivé la nécessité de la novation populaire et démocratique.

- « Continuer » : tant que l'esprit de transformation sociale et donc de critique radicale de la logique libérale-capitaliste ne sera pas redevenu majoritaire à gauche, la gauche tout entière sera fragilisée. Pour que la gauche, toute la gauche, retrouve son allant, son esprit de conquête et son caractère profondément populaire, il faut donc rassembler en priorité celles et ceux qui ne se satisfont pas d'une logique de recentrage et d'adaptation. Non pas « contre » le PS en général, mais contre des orientations dangereuses qui sont pour l'instant les siennes ; non pas pour affaiblir le PS, mais pour que la gauche française se réordonne majoritairement autour d'une ligne transformatrice.

- « Transformer » : nous ne sommes plus dans la même période. L'évolution prévisible du PS laisse dans l'incertitude, en France comme en Allemagne, une grande partie de l'espace socialiste qui ne peut pas se reconnaître dans le social-libéralisme. Moins que jamais, nous ne devons donc en rester au périmètre d'une étroite « gauche de la gauche » vouée à la minorité. Mais justement : à cette portion de l'espace socialiste, sommes-nous en état de faire des offres politiques qui leur permettront, sans se renier, de se retrouver dans une dynamique qui, en pratique, s'écarte de la logique dominante la gauche depuis 1983-1984 ? Or, nous ne pouvons pas en rester à formulation qui est la vôtre d'un « nouveau parti politique » dont on ne sait pas très bien s'il est seulement la reprise sous une autre forme de la tradition communiste ou la constitution d'une autre configuration politique, mais débordant explicitement le champ politique, associant militants politiques, associatifs, syndicalistes, comme le tente le Linkspartei en Allemagne.

III. Quelle proposition politique ?

Je pense que votre construction autour d'un « autre parti politique » manque de clarté sur un point : cette force politique est-elle un autre « parti communiste » ou est-elle un nouveau parti de la transformation sociale ? Vous ne vous posez pas franchement cette question. Je ne crois pas que ce soit de la dissimulation. J'estime toutefois que cela affaiblit la portée de l'ensemble.

1. Deux questions devraient être posées en même temps :

1.1. Y a-t-il la possibilité, dans ce pays comme dans d'autres pays européens, d'envisager un processus permettant à une gauche de transformation sociale d'acquiescer force politique durable ? À cette question, je considère qu'il faut répondre : oui. Si l'espace politique de la transformation sociale reste dispersé, autant dire d'emblée que l'on s'accommode durablement de l'hégémonie d'un socialisme recentré. Autant dire que nous acceptons comme une fatalité le marasme d'une gauche politique qui rompt avec la plus grande part de son histoire. Il faut donc que la transformation sociale acquiesce « force politique », qu'elle soit capable de compter dans l'espace politique, qu'elle soit en état de retisser des liens entre la contestation pratique du capitalisme et le champ politique.

Pour parvenir à cette « force politique », trois conditions au moins sont requises.

- Cette force doit être large : par ses sensibilités politiques (de l'extrême gauche à une partie du socialisme, en passant par l'écologie politique, l'altermondialisme...), par ses pratiques (associatives, syndicales, politiques).
- Elle doit s'inscrire dans la durée : il ne suffit pas qu'elle se retrouve de façon ponctuelle, à l'occasion de luttes ou de telle ou telle conjoncture électorale. Cette force doit être suffisamment pérenne pour être en état de construire du projet, de la proposition politique. Elle doit agir en continu et pas de temps en temps, afin de disputer au social-libéralisme l'hégémonie politique à gauche.
- Elle doit être capable de produire de la novation politique. Il est impensable que le discours de la modernisation ait été accaparé par Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal. Sans doute faut-il refuser les modernisations frelatées qui confondent modernité et soumission aux normes des marchés. Mais on ne peut éviter cette confusion dangereuse

qu'en portant explicitement le projet d'une transformation sociale qui n'est pas la simple répétition des formules du passé, quelle qu'en ait été la force et la validité.

1.2. Dans ce processus de constitution d'une force politique de transformation sociale, y a-t-il place pour une option communiste, autour de quelle visée, de quelle stratégie et sous quelle forme organisée ? Vous avez raison de dire que l'on ne peut pas faire comme si la question du communisme ne se posait pas, après un XXe siècle tourmenté. Sur le fond, je n'ai pas changé l'ossature de ma réponse depuis une vingtaine d'années : un parti pris communiste est envisageable et utile, pour peu qu'il s'agisse d'un communisme refondé. Mais prenons garde, dès lors, à ne pas introduire de confusion. Une chose est de dire que, sur le terrain politique, la transformation sociale à vocation majoritaire ne peut se condenser dans la référence au communisme. Une chose est de dire, à partir de là, qu'une force de transformation sociale ne peut être, à proprement parler, « communiste ». Autre chose est de dire que, quelle que soit la forme prise par une force de transformation sociale, il y a et il y aura besoin de communisme politique au sein de ce mouvement.

2. Faut-il maintenir une démarche communiste ? Je le crois donc. Historiquement, le communisme politique n'est pas un vague idéal ou un corps de doctrine, mais une triple affirmation :

– L'affirmation d'un parti pris critique radical, par sa méthode (le corpus d'analyses produites à partir de Marx) et par sa visée : il se constitue d'abord au travers de l'idée que le capitalisme n'est pas la fin de l'Histoire, mais la phase ultime des sociétés d'aliénation ; il cherche avant tout à légitimer, par l'analyse et par l'action, la conviction que l'on peut envisager d'autres formes de vie sociale que celles qui caractérisent l'ordre capitaliste dominant.

– L'affirmation que la démarche « révolutionnaire » est la seule capable de conduire une action cohérente contre l'injustice constitutive des sociétés de classes. Cette affirmation est un parti pris théorique (elle repose sur l'impossibilité durable de produire de l'égalité dans des sociétés dominées par les normes de la concurrence). Elle est aussi une inscription pratique dans une tradition politique européenne, celle qui se structure autour des Lumières et des grandes révolutions démocratiques de la charnière des XVIIIe et XIXe siècles. Le communisme se définit négativement par le refus de « l'adaptation » au système (ce qui n'exclut pas la volonté de tirer du système tout ce que l'on peut tirer pour produire du mieux-être).

– L'affirmation que la recherche d'un dépassement du capitalisme et l'enclenchement d'un processus de ruptures concrètes (et non l'évocation abstraite de la révolution) supposent d'inclure l'activité transformatrice dans le champ politique, en partant de point d'appui réels : au XIXe siècle, c'est l'existence d'un prolétariat industriel en expansion qui constitue le levier matériel d'une action transformatrice radicale. S'inscrire dans le mouvement de la classe ouvrière (le « mouvement ouvrier ») et constituer la classe en parti : ce sont alors deux évidences autour desquelles se structure pratiquement un communisme politique, sous la forme d'un « mouvement communiste » constitué par des « partis ». L'histoire du communisme en longue durée se construit autour de ces trois points de vue critiques sur le monde et sur sa transformation. Sur le fond, ces trois affirmations restent vraies et cela légitime l'existence maintenue d'un point de vue communiste collectif. Mais aucune affirmation ne peut plus s'énoncer à l'identique : ni le projet, ni la pratique, ni la structure de pensée, ni la forme organisée du communisme ne peuvent plus être les mêmes.

3. En matière de communisme, si refondation il doit y avoir, elle se pense d'abord en termes de projet. Le communisme a-t-il quelque chose d'original à dire dans un processus de reconstruction des grands projets mobilisateurs de transformation sociale ? Pour l'instant, je tire de la période récente l'impression que nous sommes restés au milieu du gué : nous avons renouvelé des pans de notre discours, mais pas tous ; nous avons une vision encore trop peu intégrée de la dynamique sociale ; nous raisonnons trop en termes de cercles concentriques, à partir de la sphère économique-sociale ; nous ne travaillons pas assez en termes globaux de « société » (Quelle société voulons-nous ?). Nous ne nous attachons pas assez à penser une globalité, avec ses mots, ses repères, ses images, comme Sarkozy a su le faire à droite, comme les sociaux-libéraux s'attachent à le faire dans d'autres situations. En règle générale, j'ai l'impression que le communisme, par souci de pragmatisme, pour conjurer les effets du doctrinarisme, a trop déserté la dimension « culture politique » du combat politique, comme il le faisait au temps de son expansion.

4. Mais une fois engagée cette piste de réflexion, il reste à se prononcer sur les formes collectives qui permettent de produire du projet, de l'initiative politique et donc de l'efficacité. À partir de là, mieux vaut ouvrir clairement le débat.

4.1. Sans doute, pourrions-nous assez facilement nous accorder sur un point : le communisme politique ne peut vivre sans effort collectif ; il faut donc de « l'organisation » politique ou du « parti communiste ». Mais on sait que Marx et Engels n'entendaient pas « parti communiste » comme nous avons appris à l'entendre depuis 1917. Nous savons que le même « parti communiste » a pris au fil du temps des formes extrêmement différentes, dont toutes n'ont pas adopté d'ailleurs l'appellation de « communiste ». En ce qui me concerne, le mot de « communisme » continue de m'attirer : parce que je n'en connais pas de plus fort pour désigner l'exigence de « mise en commun »

qui sourd aujourd'hui de l'expérience sociale ; parce que je crois préférable d'assumer une histoire, fût-ce de la façon la plus radicalement critique, plutôt que de la nier.

4.2. Mais ce « parti communiste » ne peut s'envisager aujourd'hui que dans le cadre assumé d'un « post-bolchevisme » qui le fait enfin changer d'époque. À reculer devant cette nécessaire rupture, on reproduit les mécanismes anciens et donc on prolonge à l'infini (mais l'infini, en histoire, a toujours...une fin) le processus de notre marginalisation. Tant que l'on en est là, je ne pense pas qu'il y ait de problème majeur entre nous.

4.3. Il reste toutefois une question, dont je tends à penser que nous ne pouvons pas la taire, que nous ne pouvons pas y répondre complètement aujourd'hui et que mieux vaut ne pas tenter d'y répondre a priori. La question est celle-ci : quelle forme organisée concrète peut prendre un collectif communiste ? Pourquoi ne peut-on répondre dès maintenant à cette question ? Parce que tous les termes du choix ne sont pas encore précisés. Le plus vraisemblable est que, au fur et à mesure que se précisera le visage de la force de transformation sociale, nous serons amenés à choisir entre deux options.

- Si la force de transformation sociale prend une forme « confédérale », la question est réglée : le « parti communiste » nouveau pourra prendre une forme partisane achevée et se constituer en parti politique à part entière, passant alliances avec d'autres.

- Mais si la solidité de la force politique de transformation, si la continuité et l'efficacité de son fonctionnement supposent une forme plus « fédérale », alors il faudra se poser la question de la constitution d'une force communiste en courant constitué d'une force politique à part entière.

Choisir d'emblée entre les deux options ? Cela ne me paraît pas avoir grand sens. La seule chose que j'ai envie de dire pour l'instant est : le plus important est que la gauche de transformation sociale acquière force politique. Ce n'est en effet que dans un processus politique à vocation majoritaire, permettant d'enclencher une dynamique concrète à la fois subversive et réaliste, que le communisme peut faire valoir son utilité. Toute démarche de repliement sur soi, fût-elle parée des mots de « l'ouverture », conduit à l'inutilité politique et donc à la perpétuation du déclin. La « liquidation » du communisme est dans le maintien à l'identique...

Mais le moment n'est pas venu de trancher sur les conséquences ultimes d'une stratégie de rassemblement ambitieuse. Tout dépendra de la force du mouvement de recomposition, des forces réelles qui s'y agrègent, individuelles et collectives, de la profondeur et de la rapidité du travail de définition collective des visées, des stratégies et des projets que l'on pourra porter ensemble. C'est quand le processus sera suffisamment installé que les communistes pourront décider souverainement des conséquences organisationnelles qu'ils en tireront.

Dans l'immédiat, ce qui importe, c'est que s'enclenche pratiquement le double processus de rassemblement politique et de redéfinition d'un communisme de nouvelle génération.

IV. Conclusion

Je rassemble en quelques phrases l'essentiel de mon propos.

1. Je partage votre opinion que le maintien de l'état existant est la meilleure manière de liquider le meilleur d'un héritage, celui d'un communisme français ambitionnant d'être au coeur de la vie politique et non de ses marges, d'un communisme cherchant à combiner l'expérience de la lutte sociale et de la construction politique, la subversion de l'ordre existant et l'implication dans le système politique. Pour qu'il y ait de la continuité, il faut de la rupture. Si ce n'est pas fait, le lent délitement de l'héritage reste inéluctable.

2. Mais je ne pense pas que cet avenir du communisme puisse se repenser indépendamment d'une refondation de la gauche de transformation sociale, pour que l'esprit de transformation sociale redevienne majoritaire à gauche. Hors de cette refondation plus globale, qui suppose une mutation de projet, de pratiques et de structures, le communisme – même reconstruit – ne pourrait pas échapper au balancement de la subordination et de l'isolement. Tout ce qui sépare les deux dimensions de la refondation me paraît aujourd'hui dangereux : une dynamique de transformation sociale sans communisme perdrait une part de ses potentialités critiques ; une dynamique de refondation communiste sans le substrat d'un processus de transformation à vocation majoritaire limiterait l'utilité politique du communisme et donc la portée réelle de sa reconstruction.

3. Le plus important est de se tourner vers tous les acteurs potentiels du renouveau : celles et ceux, y compris socialistes, qui considèrent toujours que la gauche n'a pas de sens hors de sa vocation transformatrice ; celles et ceux qui, membres ou non du PCF, considèrent encore que le communisme apporte quelque chose à la transformation du monde. Le plus important est d'engager, avec elles et eux, les chantiers d'une double refondation, que l'on ne peut pas confondre, que l'on ne peut pas séparer : celle de la gauche et de celle du communisme. Dans ce cheminement collectif, qui ne se conclura pas en quelques semaines, des moments de synthèse seront nécessaires, des bilans d'étape devront s'organiser. Un premier moment pourrait se faire vers la fin de l'année. Mais rien ne serait plus dangereux qu'une méthode (par exemple la polarisation sur un Congrès) qui tournerait de fait les communistes vers eux-mêmes, sur eux-mêmes presque exclusivement.